

Rapport du Comité de l'information

Trente-septième session
(27 avril-8 mai 2015)



Nations Unies • New York, 2015



Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

[21 septembre 2015]

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Questions d'organisation	6
A. Ouverture de la session	6
B. Élections du Bureau	6
C. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail	6
D. Observateurs	7
III. Débat général	8
IV. Examen et adoption du rapport du Comité présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-dixième session	12

Chapitre I

Introduction

1. Dans sa résolution 34/182, l'Assemblée générale a décidé de reconduire le Comité chargé de réexaminer les politiques et les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'information, créé par sa résolution 33/115 C, qui serait désigné dès lors sous le nom de « Comité de l'information » et dont la composition serait portée de 41 à 66 membres. Au paragraphe 2 de la section I de cette même résolution, elle a prié le Comité :

a) De poursuivre l'examen des politiques et activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'information, compte tenu de l'évolution des relations internationales, notamment au cours des deux dernières décennies, et des impératifs de l'instauration du nouvel ordre économique international et d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication;

b) D'évaluer et de suivre les efforts déployés et les progrès réalisés par le système des Nations Unies dans le domaine de l'information et des communications;

c) De promouvoir l'instauration d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication plus juste et plus efficace, destiné à renforcer la paix et la compréhension internationale et fondé sur la libre circulation et une diffusion plus large et mieux équilibrée de l'information, et de lui faire des recommandations sur ce sujet.

Elle a également prié le Comité et le Secrétaire général de lui faire rapport à sa trente-cinquième session.

2. Depuis sa trente-sixième session, l'Assemblée générale a pris acte des rapports du Comité et adopté les résolutions par consensus, les plus récentes étant les résolutions 69/96 A et B.

3. Le Comité est actuellement composé des États membres suivants :

Afrique du Sud	Bulgarie
Algérie	Burkina Faso
Allemagne	Burundi
Angola	Cabo Verde
Antigua et Barbuda	Chili
Arabie saoudite	Chine
Argentine	Chypre
Arménie	Colombie
Autriche	Congo
Azerbaïdjan	Costa Rica
Bangladesh	Côte d'Ivoire
Bélarus	Croatie
Belgique	Cuba
Belize	Danemark
Bénin	Égypte
Brésil	El Salvador

Équateur	Oman
Espagne	Pakistan
États-Unis d'Amérique	Pays-Bas
Éthiopie	Pérou
Fédération de Russie	Philippines
Finlande	Pologne
France	Portugal Qatar
Gabon	République arabe syrienne
Géorgie	République de Corée
Ghana	République démocratique du
Grèce	Congo
Guatemala	République de Moldova
Guinée	République dominicaine
Guyana	République populaire
Hongrie	démocratique de Corée
Îles Salomon	République tchèque
Inde	République-Unie de Tanzanie
Indonésie	Roumanie
Iran (République islamique de)	Royaume-Uni de Grande-
Iraq	Bretagne et d'Irlande du Nord
Irlande	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Islande	Sénégal
Israël	Sierra Leone
Italie	Singapour
Jamaïque	Slovaquie
Japon	Somalie
Jordanie	Soudan
Kazakhstan	Sri Lanka
Kenya	Suisse
Liban	Suriname
Libéria	Thaïlande
Libye	Togo
Luxembourg	Trinité-et-Tobago
Madagascar	Tunisie
Malte	Turquie
Maroc	Ukraine
Mexique	Uruguay
Monaco	Venezuela (République
Mongolie	bolivarienne du)
Mozambique	Vietnam
Népal	Yémen
Niger	Zambie
Nigéria	Zimbabwe

Chapitre II

Questions d'organisation

A. Ouverture de la session

4. La séance d'organisation de la trente-septième session du Comité s'est tenue le 27 avril 2015 au Siège. Elle a été ouverte par la Présidente du Comité, Lyutha Al-Mughairy (Oman).

B. Élection du Bureau

5. Conformément au principe du roulement géographique, le Comité a élu un nouveau bureau pour un mandat de deux ans. Les membres du Bureau du Comité pour la période 2015-2017 désignés ci-après ont été élus par acclamation :

Président :

Kaha Imnadze (Géorgie)

Vice-Présidents :

Carla Esperanza Rivera Sánchez (El Salvador)

Giovanni Davoli (Italie)

Chibaula David Silwamba (Zambie)

Rapporteur :

Hossein Maleki (République islamique d'Iran)

C. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail

6. À sa séance d'organisation, le 27 avril, le Comité a adopté l'ordre du jour et le programme de travail ci-après (A/AC.198.2015/1) :

1. Ouverture de la session.
2. Élection du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail.
4. Admission de nouveaux membres.
5. Déclaration du Président.
6. Déclaration de la Secrétaire générale adjointe à la communication et à l'information.
7. Débat général.
8. Examen des rapports présentés par le Secrétaire général.
9. Groupe de travail à composition non limitée du Comité de l'information.
10. Examen et adoption du rapport que le Comité présentera à l'Assemblée générale à sa soixante-dixième session.

7. Le Comité a tenu son débat général les 27 et 28 avril 2015. L'après-midi du 29 avril, le Département de l'information a tenu un dialogue avec les États membres

sous la direction de la Secrétaire générale adjointe à la communication et à l'information.

8. Pour l'examen du point 8 de l'ordre du jour, le Comité était saisi des rapports ci-après du Secrétaire général sur les activités du Département de l'information :

- a) Services de communication stratégique (A/AC.198/2015/2);
- b) Services d'information (A/AC.198/2015/3);
- c) Services de diffusion et de partage du savoir (A/AC.198/2015/4).

D. Observateurs

9. Le Paraguay a participé à la session en qualité d'observateur, au même titre que le Saint-Siège, l'État de Palestine, l'Union européenne, l'Organisation internationale de la Francophonie et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Chapitre III

Débat général

10. Au cours du débat général, les États suivants ont fait une déclaration : Afrique du Sud (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), Équateur (au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Guatemala (au nom du Groupe des Amis de la langue espagnole au sein des Nations Unies puis à titre individuel), Égypte, Maroc, Fédération de Russie, El Salvador, États-Unis d'Amérique, Argentine, Japon, Chine, Inde, Burkina Faso, Portugal, Pakistan, Bélarus, Colombie, République populaire démocratique de Corée, Cuba, Ukraine, Sénégal, Nigéria, Mexique, Israël, République bolivarienne du Venezuela, République de Corée, Thaïlande, Libye, République islamique d'Iran, Brésil, Costa Rica et République-Unie de Tanzanie. Le Comité a également entendu les déclarations des observateurs suivants : Union européenne, État de Palestine et Organisation Internationale de la Francophonie.

11. Avant le débat général, la Présidente sortante du Comité, Lyutha Al-Mughairy, et le nouveau Président, Kaha Imnadze, ont fait des déclarations. La Secrétaire générale adjointe à la communication et à l'information a également fait une déclaration et a répondu aux questions et observations des États Membres.

12. Le Paraguay a présenté sa demande d'admission à la qualité de membre du Comité de l'information et a été accueilli par le Président en tant qu'observateur pour 2015.

13. En abordant les questions de fond devant le Comité, les représentants ont souligné le rôle central que l'Organisation des Nations Unies, en tant qu'unique organisation unilatérale mondiale, jouait dans les affaires mondiales, notamment dans les domaines importants qu'étaient la paix, la sécurité, la promotion et la protection des droits de l'homme et le développement durable. Ils ont souligné, par conséquent, que le Département de l'information, qui était la voix de l'ONU et qui faisait connaître l'Organisation dans le monde entier, jouait un rôle hautement important. Les représentants ont fait observer que le volume de travail de l'ONU ne cessait de croître, compte tenu de toutes les questions actuelles et les nouvelles urgences que traitait l'Organisation. Il était donc de plus en plus indispensable que le Département communique avec un public mondial, dans des langues locales, sur des questions nombreuses et diverses. Les représentants ont estimé que le Département était chargé d'une tâche difficile qui était de faire mieux comprendre les activités et les objectifs de l'ONU et ont salué le travail qu'il faisait pour traiter d'une grande diversité de questions qui présentaient une haute importance et un grand intérêt pour la communauté internationale.

14. Beaucoup de représentants ont soutenu sans réserve le travail que faisait le Département pour diffuser les idéaux et les valeurs de l'ONU et faire connaître les activités de l'Organisation dans le cadre des campagnes consacrées aux questions présentant de l'importance pour la communauté internationale, comme le programme de développement pour l'après-2015, la décolonisation, le maintien de la paix, le désarmement, les droits de l'homme, le développement durable, l'élimination de la pauvreté et les changements climatiques. Un représentant, qui s'exprimait au nom d'un groupe de pays, a fait remarquer que 2015 marquait un tournant dans l'histoire de l'ONU compte tenu des importantes décisions qui seraient prises, notamment l'adoption du programme de développement pour

l'après-2015, et a engagé le Département à continuer d'aider à faire mieux connaître et comprendre ces questions.

15. Beaucoup de représentants ont mis l'accent sur le multilinguisme dans les travaux du Département, notamment l'utilisation des six langues officielles sur les plateformes de médias sociaux et de nouveaux médias. Un représentant, qui s'exprimait au nom d'un groupe de pays, s'est félicité des efforts faits par le Département pour intégrer le multilinguisme dans toutes ses activités de communication et d'information, estimant que le multilinguisme était une priorité parce qu'il permettait de faire connaître les activités de l'ONU au monde entier, ainsi que de renforcer le sens des responsabilités, la transparence, l'appropriation et la durabilité en ce qui concerne ces activités. Le multilinguisme jouait aussi un rôle essentiel dans un système multilatéral efficace et l'extraordinaire diversité linguistique du personnel de l'ONU pourrait être un atout permettant au Département d'exécuter efficacement son mandat.

16. Un autre représentant, qui s'exprimait au nom d'un groupe de pays, a souligné combien la parité linguistique était importante si l'on voulait toucher un public aussi large que possible, ainsi que mobiliser, à l'échelle mondiale, un soutien en faveur de l'action de l'ONU. Il a estimé que les questions telles que la paix, la sécurité, le développement, le VIH/sida, les objectifs du Millénaire pour le développement, le programme de développement pour l'après-2015 et le dialogue entre les civilisations concernaient le monde entier et qu'il fallait donc diffuser des informations dans toutes les langues officielles afin de les faire mieux connaître. Il a salué l'importante contribution du Département à la lutte contre l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, et de nombreux autres représentants ont été de son avis. Plusieurs représentants ont constaté avec préoccupation que les communiqués de presse quotidiens n'étaient pas publiés dans toutes les langues officielles, ce qui rendait difficile le suivi régulier des travaux des organes de l'ONU et contribuait à les faire paraître encore plus inaccessibles et peu transparents.

17. Si la plupart des représentants ont estimé que le multilinguisme devait être systématiquement pris en compte dans les travaux de l'Organisation, beaucoup ont demandé que cela soit fait sans qu'il y ait des incidences financières, au moyen des ressources disponibles. Un représentant a signalé que la disposition incluse dans le projet de résolution examiné à la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale avait donné lieu à une demande inattendue de 13,8 millions de dollars de ressources supplémentaires en vue de développer le multilinguisme et a dit qu'il espérait que cette situation ne se reproduirait pas.

18. Un intervenant, qui s'exprimait au nom d'un groupe de pays, a fait remarquer que, dans les pays en développement, les médias classiques demeuraient les principaux moyens de diffusion de l'information sur les activités de l'Organisation. Il a recommandé d'élargir les contacts avec les organes d'information des pays en développement pour étendre le rayon d'action du Département. Plusieurs autres intervenants se sont dits du même avis et l'un d'eux, qui s'exprimait au nom d'un groupe de pays, a signalé qu'il existait toujours un fossé numérique entre les pays développés et les pays en développement.

19. Tous les représentants qui sont intervenus dans le débat ont salué le travail des centres d'information des Nations Unies qui étaient la voix de l'Organisation dans le monde. Ces centres jouaient un rôle déterminant dans la mobilisation d'un soutien en faveur des activités de l'Organisation et constituaient un lien important

entre le public et les politiques et activités entreprises par les Nations Unies car ils faisaient mieux connaître le travail de l'Organisation. Ils contribuaient aussi au maintien et au renforcement de la crédibilité et de la pertinence de l'Organisation car ils donnaient d'importantes informations dans les langues locales aux publics locaux. Un représentant a noté que les centres d'information, en particulier ceux qui se trouvaient dans les pays en développement, jouaient un rôle important non seulement pour ce qui est de diffuser des informations sur l'ONU, mais aussi pour ce qui d'améliorer son image auprès de la population. Ils étaient une source capitale d'information pour les populations locales et contribuaient pour beaucoup à faire mieux connaître au public les objectifs arrêtés au niveau international qui sont énoncés dans les résolutions de l'Assemblée générale. Il importait par conséquent de renforcer leurs moyens d'action en leur allouant des ressources financières suffisantes pour leur permettre de s'acquitter efficacement de leurs responsabilités. La création d'un centre d'information des Nations Unies en République de Corée a été proposée.

20. Un représentant, qui s'exprimait au nom d'un groupe de pays, a souligné qu'il importait de diffuser l'information et de promouvoir l'initiative « Le monde contre la violence et l'extrémisme » et la culture de dialogue entre les civilisations dans le monde entier par divers moyens, notamment des séminaires.

21. Plusieurs représentants se sont dits préoccupés par le risque de politisation de l'information publique et la possibilité que les technologies de l'information et des communications soient utilisées à mauvais escient pour intervenir dans les affaires intérieures d'États souverains et déstabiliser des pays et des régions. Plusieurs représentants ont évoqué le problème de l'utilisation des techniques modernes de communication pour porter atteinte au droit au respect de la vie privée, en violation des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Un intervenant a fait remarquer que ces techniques devraient être utilisées pour promouvoir la paix, le développement durable, la coopération, la solidarité et les droits de l'homme.

22. Un certain nombre de représentants ont félicité le travail que faisait le Département pour célébrer le soixante-dixième anniversaire de la création de l'ONU. Un représentant a noté que la publicité faite autour de cet événement permettait de promouvoir plus intensément et intégralement les activités de l'Organisation et de faire mieux connaître à la communauté internationale les nombreux domaines dont s'occupait l'Organisation. Un autre représentant a estimé que cet anniversaire offrait aux États Membres l'occasion d'appeler l'attention sur l'action de l'Organisation et il a énuméré les activités organisées par son pays à cette fin, notamment des concerts, des colloques, des conférences et des cérémonies commémoratives. Un troisième intervenant a déclaré que cet anniversaire était l'occasion de se pencher sur le bilan de l'ONU et d'évaluer les difficultés qui s'annonçaient.

23. De nombreux représentants ont félicité le travail accompli dans le cadre de l'initiative Impact universitaire, estimant que cette initiative de communication mondiale du Département, centrée sur la diffusion de l'information sur l'Organisation aux étudiants des universités dans le monde entier, était une réussite. Des représentants se sont félicités aussi des efforts faits dans le cadre de cette

initiative pour renforcer et développer les partenariats avec les grandes écoles et agrandir le réseau d'écoles partenaires.

24. Un certain nombre de représentants ont soutenu énergiquement le programme d'information spécial sur la question de Palestine du Département qui a contribué à sensibiliser l'opinion aux droits inaliénables du peuple palestinien. Quelques représentants ont aussi félicité le Département au sujet du programme de formation qu'il avait mis en place pour les journalistes palestiniens.

25. Plusieurs représentants ont salué le travail du Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse, qui, à leur avis, dénotait l'importance croissante des activités liées aux jeunes entreprises par le Département et l'accent mis par le Département sur l'éducation et l'autonomisation des jeunes comme moyen de faire face aux problèmes actuels. Un représentant a souligné qu'il importait d'aider les jeunes à se faire mieux entendre si l'on voulait combattre l'extrémisme violent et a suggéré que le Département contribue à ce processus en promouvant une culture de paix, de tolérance et de respect mutuel dans ses programmes pour la jeunesse. Un autre représentant a noté que 2015 marquait le vingtième anniversaire du Programme d'action mondiale pour la jeunesse.

26. Un certain nombre de représentants ont salué le travail de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, en particulier les efforts faits pour numériser les documents et distribuer le guide des Nations Unies dans les langues officielles.

27. En réponse aux observations et questions formulées, la Secrétaire générale adjointe à la communication et à l'information a souligné l'attachement du Département au multilinguisme, qui était pris en compte dans toutes les activités prévues et les décisions prises par le Département de manière à toucher le public le plus large possible. Les médias sociaux comme les moyens de communication classiques étaient utilisés pour faire en sorte que tous les membres de la famille mondiale soient au courant de l'action des Nations Unies et en fassent partie. La Secrétaire générale adjointe a souligné aussi le rôle important joué par le personnel des centres d'information des Nations Unies, qui se trouvait en première ligne de l'action visant à communiquer par-delà le fossé numérique et à promouvoir le multilinguisme, auquel l'Organisation attachait la plus grande importance. En outre, elle a signalé que la Bibliothèque Dag Hammarskjöld avait numérisé 300 000 documents, soit environ 3 millions de pages, lesquels étaient accessibles en ligne dans toutes les langues officielles, en plus des 100 000 documents numérisés par la Bibliothèque des Nations Unies à Genève. Il restait encore environ 17 millions de documents à numériser, dont 4 millions, considérés comme ayant une importance particulière, faisaient l'objet du projet de numérisation en cours.

Chapitre IV

Examen et adoption du rapport du Comité présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-dixième session

28. À sa 5^e séance plénière, le Comité de l'information a adopté par consensus son projet de rapport, y compris deux projets de résolutions. Un texte présenté par le Groupe des 77 et de la Chine a constitué le fondement de la négociation des projets de résolutions, avec la participation de deux groupes de négociations, le Groupe des 77 et de la Chine et l'Union européenne, ainsi que les autres États Membres.

Questions relatives à l'information

Projet de résolution A L'information au service de l'humanité

L'Assemblée générale,

Prenant acte de l'important rapport d'ensemble présenté par le Comité de l'information¹,

Prenant également acte du rapport du Secrétaire général²,

Demande instamment que tous les pays, les organismes du système des Nations Unies dans son ensemble et tous les autres acteurs intéressés, réaffirmant leur attachement aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, aux principes de la liberté de la presse et de la liberté de l'information et à ceux de l'indépendance, du pluralisme et de la diversité des médias, jugeant profondément préoccupantes les disparités existant entre pays développés et pays en développement et leurs conséquences de tous ordres sur l'aptitude des médias publics, privés ou autres et des particuliers des pays en développement à diffuser l'information et à faire connaître leurs vues et leurs valeurs culturelles et morales grâce à la production culturelle endogène, de même qu'à assurer la diversité des sources de l'information et le libre accès à cette dernière, et considérant dans ce contexte l'appel lancé en faveur de ce que l'on a appelé, à l'Organisation des Nations Unies et dans plusieurs instances internationales, « un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, conçu comme un processus évolutif et continu »,

a) Coopèrent et agissent de manière concertée afin d'atténuer les disparités dans la façon dont l'information circule à tous les niveaux en fournissant une assistance accrue pour développer les infrastructures et les capacités de communication dans les pays en développement, compte dûment tenu de leurs besoins et du rang de priorité qu'ils confèrent à ces domaines, de manière à leur permettre, ainsi qu'à leurs médias publics, privés ou autres, d'élaborer librement et indépendamment leurs propres politiques d'information et de communication et de faire participer davantage les médias et les particuliers au processus de communication, et à assurer la libre circulation de l'information à tous les niveaux;

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-neuvième session, Supplément n° 21 (A/70/21).

² A/70/310.

b) Fassent en sorte que les journalistes puissent travailler librement et efficacement, toute attaque contre leur personne étant résolument condamnée;

c) Aident à poursuivre et à renforcer les programmes de formation pratique destinés aux journalistes des organes de presse, de radio et de télévision publics, privés et autres des pays en développement;

d) Renforcent l'action régionale et la coopération entre pays en développement ainsi que la coopération entre pays développés et pays en développement en vue d'améliorer leur capacité de communication, l'infrastructure de leurs médias et leurs techniques de communication, en particulier en matière de formation professionnelle et de diffusion de l'information;

e) S'efforcent de fournir aux pays en développement et à leurs médias publics, privés ou autres, en complément de la coopération bilatérale, tout l'appui et toute l'aide possibles, compte dûment tenu de leurs intérêts et de leurs besoins dans le domaine de l'information, et des mesures déjà prises par le système des Nations Unies, notamment :

i) De mettre en valeur les ressources humaines et techniques voulues pour améliorer les systèmes d'information et de communication des pays en développement et d'aider à poursuivre et à renforcer les programmes de formation pratique bénéficiant d'appuis publics et privés comme il en existe déjà dans l'ensemble du monde en développement;

ii) D'instaurer des conditions qui permettent aux pays en développement ainsi qu'à leurs médias publics, privés ou autres de se doter, en utilisant les ressources nationales et régionales, des techniques de communication qui répondent à leurs besoins nationaux ainsi que des éléments de programmes nécessaires, notamment pour la radiodiffusion et la télévision;

iii) D'aider à créer des réseaux de télécommunication sous-régionaux, régionaux et interrégionaux, notamment entre pays en développement, et à les développer;

iv) De faciliter, selon qu'il conviendra, l'accès des pays en développement aux techniques de communication de pointe disponibles sur le marché;

f) Appuient sans réserve le Programme international pour le développement de la communication institué par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui devrait soutenir les médias publics aussi bien que privés.

Projet de résolution B Politiques et activités de l'Organisation des Nations Unies en matière d'information

L'Assemblée générale,

Soulignant que le Comité de l'information est son principal organe subsidiaire chargé de lui faire des recommandations touchant les activités du Département de l'information du Secrétariat,

Réaffirmant les dispositions de sa résolution 13 (I) du 13 février 1946, par laquelle elle a créé le Département de l'information, afin de favoriser dans toute la

mesure possible, chez tous les peuples du monde, une compréhension, basée sur des informations suffisantes, de l'œuvre et des buts des Nations Unies, et toutes ses autres résolutions pertinentes sur les activités du Département,

Soulignant que, sur le plan du contenu, les fonctions d'information et de communication doivent être placées au cœur de la gestion stratégique de l'Organisation des Nations Unies et qu'une culture de communication et de transparence doit imprégner l'Organisation à tous les niveaux, de façon à faire pleinement connaître aux peuples du monde entier les objectifs et les activités de l'Organisation, conformément aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et à lui garantir un large soutien mondial,

Soulignant également que le Département de l'information a pour principale mission de diffuser auprès du public, dans les délais voulus, au moyen de ses activités de communication, des informations exactes, impartiales, détaillées, nuancées, utiles et multilingues sur les tâches et les responsabilités de l'Organisation, afin que les activités de cette dernière jouissent d'un soutien international renforcé, dans la plus grande transparence,

Rappelant sa résolution 69/96 A et B du 5 décembre 2014, qui offrait l'occasion de prendre les mesures voulues en vue d'améliorer l'efficacité et l'efficience du Département de l'information et de tirer le meilleur parti possible des ressources mises à sa disposition,

Constatant avec préoccupation que le fossé existant entre pays en développement et pays développés dans le domaine des technologies de l'information et des communications a continué de se creuser et que de vastes pans de la population des pays en développement ne tirent aucun bénéfice des technologies actuellement disponibles, et soulignant à cet égard qu'il est nécessaire de corriger les déséquilibres existant dans le développement actuel des technologies de l'information et des communications de façon à créer un environnement plus juste, plus équitable et plus efficace à cet égard,

Sachant que les progrès des technologies de l'information et des communications ouvrent de nouvelles et vastes possibilités de croissance économique et de développement social et peuvent jouer un rôle important dans l'élimination de la pauvreté dans les pays en développement, mais soulignant par ailleurs que la mise au point de ces technologies n'est pas sans problème ni risque et pourrait accentuer encore les disparités entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci,

Rappelant sa résolution 67/292 du 24 juillet 2013 sur le multilinguisme et soulignant qu'il importe d'utiliser comme il convient toutes les langues officielles de l'Organisation dans toutes les activités du Département de l'information, y compris en assurant la coordination voulue avec les autres départements du Secrétariat, de manière à supprimer le décalage entre l'emploi de l'anglais et celui des cinq autres langues officielles, et de faire en sorte que toutes les langues officielles de l'Organisation soient systématiquement utilisées et traitées sur un pied d'égalité dans toutes les activités du Département,,

I **Introduction**

1. *Prie* le Secrétaire général de continuer à appliquer intégralement les recommandations formulées dans les résolutions pertinentes en ce qui concerne les

politiques et les activités de l'Organisation des Nations Unies en matière d'information;

2. *Réaffirme* que l'Organisation demeure le fondement indispensable d'un monde juste et pacifique et que sa voix doit être entendue de façon claire et forte, et souligne le rôle essentiel que doit jouer, à cet égard, le Département de l'information du Secrétariat;

3. *Souligne* qu'il importe que le Secrétariat fournisse aux États Membres, en temps voulu, sur leur demande et dans le cadre des mandats et procédures existants, des informations claires, exactes et complètes;

4. *Souligne également* que les États Membres doivent s'abstenir de faire des technologies de l'information et des communications un usage contraire au droit international et notamment à la Charte des Nations Unies;

5. *Réaffirme* que le Comité de l'information joue un rôle central dans les politiques et les activités de l'Organisation en matière d'information, y compris dans la hiérarchisation de ces activités, et décide que les recommandations relatives au programme de travail du Département de l'information émaneront, dans la mesure du possible, du Comité et seront examinées par lui;

6. *Demande* au Département de l'information, conformément aux priorités qu'elle a énoncées dans sa résolution 69/17 du 18 novembre 2014 et en rappelant la Déclaration du Millénaire³ et le Document final du Sommet mondial de 2005⁴, d'accorder une attention particulière à la paix et à la sécurité, au développement et aux droits de l'homme ainsi qu'aux grandes questions que sont l'élimination de la pauvreté, y compris la crise alimentaire mondiale, la prévention des conflits, le développement durable, l'épidémie du VIH/sida, l'épidémie d'Ebola, le désarmement, y compris le désarmement et la prolifération non nucléaires, la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et les besoins du continent africain;

7. *Demande* au Département de l'information et à son réseau de centres d'information des Nations Unies d'être particulièrement attentifs, dans la conduite de leurs activités, aux progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire, à la teneur des débats sur le programme de développement pour l'après-2015, y compris la définition des objectifs de développement durable, et aux décisions issues des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies sur des thèmes connexes, et prie le Département de s'employer activement à faire connaître les répercussions qu'a eues et que continue d'avoir la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, y compris sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, le financement du développement et le débat sur les options relatives à la mise en place d'un mécanisme de facilitation qui favorise la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies propres et respectueuses de l'environnement, et à sensibiliser l'opinion publique au défi planétaire que constituent les changements climatiques, en particulier aux mesures prises conformément à l'objectif, aux principes et aux dispositions de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements

³ Résolution 55/2.

⁴ Résolution 60/1.

climatiques⁵, compte tenu en particulier du principe des responsabilités communes mais différenciées, surtout dans le contexte de la Conférence des Parties et des Réunions des Parties au Protocole de Kyoto;

II

Activités générales du Département de l'information

8. *Prend acte* des rapports du Secrétaire général sur les activités du Département de l'information⁶;

9. *Prie* le Département de l'information de rester attaché à une culture de l'évaluation, de poursuivre l'évaluation de ses produits et activités en vue d'en accroître l'utilité, et de continuer à coopérer et coordonner ses activités avec les États Membres et le Bureau des services de contrôle interne du Secrétariat;

10. *Réaffirme* l'importance que revêt l'amélioration de la coordination entre le Département de l'information et le Bureau du porte-parole du Secrétaire général, et demande au Secrétaire général de veiller à la cohérence des messages émanant de l'Organisation;

11. *Prend note* des efforts faits par le Département de l'information pour poursuivre la diffusion des travaux et des décisions de l'Assemblée générale et prie le Département de continuer à renforcer ses relations de travail avec le Bureau du Président de l'Assemblée générale;

12. *Encourage* le Département de l'information et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à poursuivre leur collaboration dans les domaines de la promotion de la culture, de l'éducation et de la communication, en vue de combler le fossé qui sépare actuellement les pays développés et les pays en développement;

13. *Prend note avec satisfaction* des efforts faits par le Département de l'information pour travailler au niveau local avec d'autres organismes et organes des Nations Unies afin de mieux coordonner leurs activités en matière de communication, demande instamment au Département d'encourager le Groupe de la communication des Nations Unies à promouvoir la diversité linguistique dans ses travaux, et prie de nouveau le Secrétaire général de rendre compte au Comité de l'information, à sa trente-septième session, des progrès accomplis à cet égard;

14. *Réaffirme* que le Département de l'information doit, tout en accomplissant ses missions actuelles et en se conformant à l'article 5.6 du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation⁷, établir un ordre de priorité dans son programme de travail afin de mieux cibler son message et concentrer ses efforts et d'adapter ses programmes aux besoins des publics visés, y compris du point de vue linguistique, en s'appuyant sur des mécanismes améliorés de retour d'information et d'évaluation;

15. *Prie* le Secrétaire général de continuer à faire le maximum pour que les publications et les autres services d'information du Secrétariat, notamment le site Web et le Service des informations des Nations Unies, donnent dans toutes les

⁵ Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 1771, n°30822.

⁶ A/AC.198/2015/2-4.

⁷ ST/SGB/2000/8.

langues officielles des informations détaillées, nuancées, objectives et impartiales sur les questions dont l'Organisation des Nations Unies est saisie et traduisent un souci constant d'indépendance, d'impartialité, d'exactitude et de totale conformité avec ses résolutions et ses décisions;

16. *Souligne* qu'il faut impérativement faire face de la manière la plus appropriée aux violations des règles et des règlements internationaux qui régissent l'audiovisuel, c'est-à-dire la télévision, la radio et la diffusion par satellite;

17. *Demande de nouveau* au Département de l'information et aux services auteurs du Secrétariat de faire en sorte que les publications des Nations Unies soient produites dans les six langues officielles, dans le respect de l'environnement et sans que cela ait d'incidences financières, et de continuer à agir en étroite coordination avec les autres entités, y compris tous les autres départements du Secrétariat et les fonds et programmes des Nations Unies, afin d'éviter, chacun pour ce qui concerne son mandat, les doubles emplois lors de la parution des publications des Nations Unies;

18. *Engage*, à cet égard, le Département de l'information et le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences du Secrétariat à se consulter sur la possibilité de fusionner leurs activités de publication, à mettre au point de nouveaux arrangements de collaboration permettant de promouvoir le multilinguisme dans d'autres produits, sans que cela ait d'incidences financières, étant donné qu'il importe de faire en sorte que toutes les langues officielles de l'Organisation soient utilisées et traitées sur un pied d'égalité, et à présenter à ce sujet un rapport au Comité de l'information à sa trente-huitième session;

19. *Souligne* que le Département de l'information devrait maintenir et améliorer ses activités dans les domaines présentant un intérêt particulier pour les pays en développement et, le cas échéant, d'autres pays ayant des besoins particuliers, et que ses activités devraient contribuer à combler le fossé existant entre les pays en développement et les pays développés dans les domaines cruciaux de l'information et de la communication;

20. *Réaffirme* qu'elle est de plus en plus préoccupée par le fait que, contrairement à la demande formulée dans ses résolutions antérieures et au principe de l'égalité des six langues officielles, les communiqués de presse quotidiens ne sont pas publiés dans toutes les langues officielles, rappelle le rapport du Secrétaire général sur les activités du Département de l'information⁸ et prie le Département d'élaborer à titre prioritaire une stratégie permettant de publier des communiqués de presse quotidiens dans les six langues officielles, par des moyens innovants et sans que cela ait d'incidences financières, conformément à ses résolutions pertinentes, qui sera prête au plus tard pour la trente-huitième session du Comité de l'information, et de faire rapport à ce dernier à ce sujet à cette même session;

Multilinguisme et information

21. *Souligne* que le Secrétariat a la responsabilité de prendre en compte systématiquement le multilinguisme dans toutes ses activités de communication et d'information, dans la limite des ressources disponibles et de façon équitable, demande au Département de l'information de continuer, pour assumer cette

⁸ A/AC.198/2015/3.

responsabilité, à œuvrer avec le Coordonnateur pour le multilinguisme à l'instauration de pratiques optimales dans l'ensemble du Secrétariat et prie le Secrétaire général de rendre compte des pratiques retenues et de leur application dans son prochain rapport au Comité de l'information;

22. *Souligne* qu'il importe d'utiliser et de traiter sur un pied d'égalité toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies dans toutes les activités de l'ensemble des divisions et bureaux du Département de l'information, en vue d'éliminer le décalage entre l'emploi de l'anglais et celui des cinq autres langues officielles, et prie à cet égard de nouveau le Secrétaire général de veiller à ce que le Département dispose, dans toutes les langues officielles, des moyens nécessaires pour mener à bien l'ensemble de ses activités, et demande qu'il soit tenu compte de cette exigence dans les futurs projets de budget-programme concernant le Département, en gardant à l'esprit le principe de l'égalité des six langues officielles et en prenant en considération la charge de travail dans chacune d'elles;

23. *Se félicite* des efforts que déploie le Département de l'information pour promouvoir le multilinguisme dans toutes ses activités, souligne qu'il importe de veiller à ce que le texte de tous les nouveaux documents de l'Organisation rendus publics dans les six langues officielles, des documents d'information et de tous les documents plus anciens de l'Organisation soit affiché sur les sites Web de l'Organisation et puisse être consulté immédiatement par les États Membres, et souligne également qu'il importe d'appliquer intégralement les dispositions de sa résolution 67/292;

24. *Encourage* le Département de l'information à continuer d'utiliser d'autres langues, outre les langues officielles, selon qu'il convient, en fonction des publics visés, afin d'atteindre un public aussi large que possible et de diffuser le message de l'Organisation dans le monde entier, de façon à renforcer l'appui international en faveur des activités de celle-ci;

25. *Prend note* de la proposition de la Présidente du Comité de l'information de créer le groupe des amis de la Présidence sur le multilinguisme;

Réduire la fracture numérique

26. *Demande* au Département de l'information de contribuer à la prise de conscience par la communauté internationale de ce qu'il importe de donner suite aux documents issus du Sommet mondial sur la société de l'information⁹, et des possibilités que l'utilisation d'Internet et des autres technologies de l'information et des communications peuvent offrir aux sociétés et aux économies, ainsi que des moyens de réduire la fracture numérique, notamment en célébrant la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information le 17 mai;

Réseau de centres d'information des Nations Unies

27. *Souligne* l'importance du rôle joué par le réseau de centres d'information des Nations Unies pour rehausser l'image de l'Organisation et diffuser ses messages auprès des populations locales, en particulier dans les pays en développement, ayant à l'esprit que l'information communiquée dans les langues locales a une plus forte

⁹ Voir A/C.2/59/3 et A/60/687.

résonance auprès d'elles, et renforcer l'appui fourni aux activités de l'Organisation au niveau local;

28. *Rend hommage* au travail qu'accomplit le réseau de centres d'information des Nations Unies, y compris le Centre régional d'information des Nations Unies, en assurant la publication des documents d'information et la traduction des textes importants de l'Organisation dans d'autres langues que les langues officielles, encourage les centres d'information à maintenir l'importante dimension multilingue de leurs activités anticipatives et interactives, et à produire des pages Web dans les langues locales, et le Département de l'information à leur fournir les ressources et les installations techniques nécessaires, afin d'atteindre un public aussi divers et large que possible et de propager le message de l'Organisation dans le monde entier, de façon à mobiliser un appui international accru en faveur des activités de celle-ci, et les invite à poursuivre dans cette voie;

29. *Souligne* qu'il importe de rationaliser le réseau de centres d'information des Nations Unies et, à cet égard, prie le Secrétaire général de continuer à faire des propositions dans ce sens, notamment en redéployant des ressources, si nécessaire, et de rendre compte au Comité de l'information à ses futures sessions;

30. *Réaffirme* que la rationalisation des centres d'information des Nations Unies doit être opérée au cas par cas, en consultation avec tous les États Membres concernés dans lesquels des centres d'information sont actuellement situés, les pays desservis par ces centres et les autres pays intéressés de la région, compte tenu des caractéristiques propres à chaque région;

31. *Estime* que le réseau de centres d'information des Nations Unies, en particulier dans les pays en développement, devrait continuer à renforcer ses résultats et à intensifier ses activités, notamment en soutenant la communication stratégique, et demande au Secrétaire général de rendre compte au Comité de l'information à ses futures sessions de la mise en œuvre de cette politique;

32. *Demande* au Département de l'information, agissant par l'intermédiaire des centres d'information des Nations Unies, de renforcer sa collaboration avec toutes les autres entités du système des Nations Unies au niveau des pays et au regard du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement afin d'améliorer la cohérence des activités de communication et d'éviter les doubles emplois;

33. *Souligne* qu'il importe de prendre en compte les besoins et les intérêts particuliers des pays en développement dans le domaine des technologies de l'information et des communications, afin d'assurer la bonne circulation de l'information dans ces pays;

34. *Souligne également* l'importance des efforts visant à renforcer les activités d'information que mène l'Organisation à l'intention des États Membres qui demeurent en dehors du réseau de centres d'information des Nations Unies, et encourage le Secrétaire général, dans le cadre de la rationalisation, à étendre les services du réseau de centres d'information à ces États Membres;

35. *Souligne en outre* que le Département de l'information devrait continuer de revoir l'affectation des ressources humaines et financières aux centres d'information des Nations Unies dans les pays en développement, en tenant compte des besoins particuliers des moins avancés d'entre eux;

36. *Apprécie* le soutien fourni par certains États Membres, dont des pays en développement, qui ont notamment proposé de mettre des locaux à la disposition des centres d'information des Nations Unies à titre gracieux, compte tenu du manque de crédits, tout en gardant à l'esprit qu'un tel soutien ne devrait pas se substituer à l'allocation des ressources financières voulues aux centres d'information dans le cadre du budget-programme de l'Organisation;

37. *Prend note* de l'inquiétude manifestée par de nombreux États Membres en ce qui concerne les mesures qu'a prises le Secrétariat au sujet des centres d'information de Mexico, Pretoria et Rio de Janeiro (Brésil), espère que celles-ci n'empêcheront pas les centres de servir de passerelles entre l'Organisation des Nations Unies et les populations locales, et demande donc au Secrétaire général de faire rapport sur les effets de ces mesures et d'étudier les moyens de renforcer les centres d'information du Caire, de Mexico, de Pretoria et de Rio de Janeiro, en gardant à l'esprit la nécessité de rester dans les limites des ressources existantes, et engage le Secrétaire général à envisager la possibilité de renforcer d'autres centres, notamment en Afrique, en coopération avec les États Membres et sans que cela ait d'incidences financières;

38. *Rappelle* sa résolution 64/243 du 24 décembre 2009, par laquelle elle a prié le Secrétaire général de créer un centre d'information des Nations Unies à Luanda, afin de contribuer à la prise en compte des besoins des pays lusophones d'Afrique, demande de nouveau au Secrétaire général de prendre, en coordination avec le Gouvernement angolais, les mesures nécessaires pour créer ce centre dans les meilleurs délais et le prie de rendre compte au Comité de l'information, à sa trente-septième session, des progrès réalisés à cet égard;

39. *Remercie* le Gouvernement de la République de Corée d'avoir proposé d'accueillir un centre d'information des Nations Unies et prie le Secrétaire général de faire un rapport au Comité de l'information à sa trente-huitième session sur la possibilité d'accepter cette offre de manière économique.

III

Services de communication stratégique

40. *Réaffirme* le rôle des services de communication stratégique, qui est d'énoncer et de diffuser le message de l'Organisation des Nations Unies en élaborant des stratégies de communication, en mettant globalement l'accent sur le multilinguisme dès le stade de la planification, en étroite collaboration avec les départements organiques, les fonds et programmes des Nations Unies et les institutions spécialisées, dans le strict respect de leurs mandats respectifs;

Campagnes de publicité

41. *Note avec satisfaction* l'action menée par le Département de l'information pour promouvoir, grâce à ses campagnes, des sujets importants pour la communauté internationale, tels que la Déclaration du Millénaire, les progrès accomplis en vue d'atteindre les objectifs de développement arrêtés au niveau international et les débats sur l'adoption du programme de développement pour l'après-2015, la réforme de l'Organisation, l'élimination de la pauvreté, la prévention des conflits, le maintien de la paix, la consolidation de la paix, le développement durable, la culture et le développement, la culture et le développement durable, le désarmement, la décolonisation, les droits de l'homme,

notamment les droits des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des travailleurs migrants, la coordination stratégique des secours humanitaires, en particulier en cas de catastrophe naturelle et d'autres crises, la lutte contre le VIH/sida, l'épidémie d'Ebola, le paludisme, la tuberculose, les maladies non contagieuses et d'autres maladies, les besoins du continent africain, la nature de la situation économique et sociale critique en Afrique et les priorités du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique¹⁰, les besoins particuliers des pays les moins avancés, la création du Mémorial permanent en souvenir des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, le dialogue entre les civilisations, la culture de paix et de tolérance, les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl et la prévention du génocide, et demande au Département, en coopération avec les pays concernés et les organismes et organes compétents des Nations Unies, de continuer à prendre les mesures voulues pour sensibiliser davantage l'opinion mondiale à toutes ces questions;

42. *Demande* au Secrétariat, en particulier au Département de l'information, d'apporter sa contribution à la célébration, le 21 février, de la Journée internationale de la langue maternelle, proclamée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, le 25 mars, en application de sa résolution 62/122 du 17 décembre 2007, de la Journée internationale Nelson Mandela, le 18 juillet, en application de sa résolution 64/13 du 10 novembre 2009, et de la Journée internationale du Novruz, le 21 mars, en application de sa résolution 64/253 du 23 février 2010, la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, le 26 septembre, en application de sa résolution 68/32 du 5 novembre 2013, la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, le 29 novembre, en application de ses résolutions 32/40 B du 2 décembre 1977 et 34/65 B du 29 novembre 1979, la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre, en application de sa résolution 423 (V) du 4 décembre 1950, et la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai, en application de sa décision 48/432 du 20 décembre 1993, et lui demande également de participer aux actions de sensibilisation à ces manifestations et à leur promotion, sans que cela ait d'incidences financières, le cas échéant;

43. *Demande* au Département de l'information et à son réseau de centres d'information des Nations Unies de sensibiliser le public à toutes les réunions de haut niveau convoquées par elle, de diffuser des informations sur la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, tenue à Apia du 1er au 4 septembre 2014, y compris en assurant la couverture médiatique déjà prévue par sa résolution 68/238 du 27 décembre 2013, sur la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral, tenue à Vienne du 3 au 5 novembre 2014, sur la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe, qui s'est tenue à Sendai (Japon) du 14 au 18 mars 2015 conformément à sa résolution 67/209 du 21 décembre 2012, et sur la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015, qui s'est tenue à New York du 27 avril au 22 mai 2015, et de continuer à promouvoir les processus de suivi de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable tenue à Rio de Janeiro

¹⁰ A/57/304, annexe.

du 20 au 22 juin 2012¹¹, ainsi que sa réunion de haut niveau sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et autres objectifs de développement adoptés au niveau international pour les personnes handicapées et celle sur le désarmement nucléaire, tenues respectivement les 23 et 26 septembre 2013, la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire, qui s'est tenue le 26 septembre 2013, ainsi que son processus de suivi, la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra à Addis-Abeba du 13 au 16 juillet 2015, le Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015, qui se tiendra à New York du 25 au 27 septembre 2015, la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la onzième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto, qui se tiendra à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015, et la Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), qui se tiendra à Quito en octobre 2016 en application de sa résolution 69/226 du 19 décembre 2014;

44. *Apprécie* les efforts déployés par le Département de l'information pour promouvoir la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015, et tout particulièrement la création de sites Web pertinents dans les six langues officielles de l'Organisation, et encourage à cet égard le Département à poursuivre cette pratique et à promouvoir des réunions de haut niveau, y compris en recourant aux médias traditionnels et aux nouveaux médias comme les réseaux sociaux, selon que de besoin;

45. *Prend note* du cinquantième anniversaire de la création du Groupe des 77 et de la Chine, et relève l'appui fourni par le Département de l'information, dans la limite des ressources existantes, illustré par la publication d'informations relatives au Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Groupe des 77 tenu à Santa Cruz de la Sierra (État plurinational de Bolivie) les 14 et 15 juin 2014 sur un nouvel ordre mondial pour bien vivre;

46. *Demande* au Département de l'information et à son réseau de centres d'information des Nations Unies de sensibiliser le public et de diffuser des informations, d'une manière qui soit sans incidence financière, au sujet de la troisième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme qu'elle a proclamée dans sa résolution 65/119 du 10 décembre 2010;

47. *Note* que le soixante-dixième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies et de la fin de la Seconde Guerre mondiale tombe en 2015, prend acte des activités de planification entreprises par le Secrétariat à cet égard et prie le Département de l'information, en procédant d'une manière qui soit sans incidence financière, de sensibiliser le public et diffuser des informations sur cet anniversaire et de faire en sorte que le multilinguisme soit respecté;

48. *Rappelle* ses résolutions 68/237 du 23 décembre 2013 et 69/16 du 18 novembre 2014 sur la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine et demande au Département de l'information et à son réseau de centres d'information des Nations Unies de sensibiliser le public et de diffuser des informations, d'une manière qui soit sans incidence financière, au sujet de la

¹¹ Résolution 66/288, annexe.

Décennie, conformément au programme d'activités pour la Décennie qu'elle a adopté;

49. *Encourage* le Département de l'information à nouer des partenariats avec le secteur privé, sans que cela ait d'incidences financières, et à rendre compte à ce sujet au Comité de l'information à sa trente-huitième session, et prend note à cet égard du partenariat avec des compagnies aériennes qui proposent à leurs passagers, durant les vols, des émissions sur les activités de l'Organisation des Nations Unies;

Rôle du Département de l'information dans les opérations de maintien de la paix et les activités de consolidation de la paix des Nations Unies

50. *Prie* le Secrétariat de continuer de veiller à ce qu'un rôle actif soit dévolu au Département de l'information auprès des opérations de maintien de la paix dès la phase de planification et à toutes les étapes ultérieures, à la faveur de consultations et d'activités de coordination avec les autres départements du Secrétariat, en particulier le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions;

51. *Prie* le Département de l'information, le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions de poursuivre leur coopération en vue de mieux faire connaître les nouvelles réalités, les succès importants remportés et les problèmes rencontrés dans les opérations de maintien de la paix, en particulier les opérations pluridimensionnelles et complexes, ainsi que la multiplication récente des activités de maintien de la paix de l'Organisation, et invite à nouveau ces trois Départements à mettre au point et appliquer une vaste stratégie de communication sur les enjeux auxquels les opérations de maintien de la paix des Nations Unies doivent actuellement faire face;

52. *Souligne* qu'il importe de renforcer la capacité d'information du Département de l'information dans le domaine des opérations de maintien de la paix, ainsi que son rôle, en coopération étroite avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, dans les activités de sélection du personnel d'information pour les opérations ou missions de maintien de la paix des Nations Unies, et à cet égard invite le Département de l'information à détacher des fonctionnaires de l'information ayant les qualifications requises pour assumer les tâches confiées à ces opérations ou missions, en tenant compte du principe de répartition géographique équitable, conformément au paragraphe 3 de l'Article 101 du Chapitre XV de la Charte, et à prendre en considération, le cas échéant, les avis exprimés, en particulier par les pays hôtes;

53. *Souligne également* l'importance du portail des opérations de maintien de la paix sur le site Web de l'Organisation et prie le Département de l'information de poursuivre ses efforts visant à aider les missions de maintien de la paix à tenir leurs sites Web à jour et à continuer de les enrichir;

54. *Prie* le Département de l'information et le Département des opérations de maintien de la paix de poursuivre leur coopération dans la mise en œuvre d'un programme efficace d'ouverture aux populations locales pour expliquer la politique de tolérance zéro de l'Organisation à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles, tenir le public au courant de la suite donnée à toutes les affaires dans lesquelles sont impliqués des membres du personnel de maintien de la paix, y compris les affaires pour lesquelles il a été établi que les accusations n'étaient pas

fondées en droit, et l'informer du fait qu'elle a adopté la Stratégie globale d'aide et de soutien aux victimes d'actes d'exploitation ou d'agression sexuelles commis par des membres du personnel des Nations Unies ou du personnel apparenté¹²;

55. *Note* l'importance des activités de communication et d'information engagées dans le cadre des efforts de consolidation de la paix, en particulier celles de la Commission de consolidation de la paix, du Bureau d'appui à la consolidation de la paix du Secrétariat et du Fonds pour la consolidation de la paix, et demande au Département de l'information de coopérer avec ces entités à cet égard, dans le but d'élargir la portée de leurs importants travaux;

Rôle du Département de l'information dans le renforcement du dialogue entre les civilisations et de la culture de la paix en tant que moyen de promouvoir l'entente entre les nations

56. *Rappelle* ses résolutions sur le dialogue entre les civilisations et la culture de la paix, et demande au Département de l'information, tout en veillant à la pertinence et à la validité des thèmes retenus pour les campagnes médiatiques portant sur cette question, de continuer d'apporter l'appui nécessaire à la diffusion d'informations sur le dialogue entre les civilisations et la culture de la paix, ainsi que sur l'Alliance des civilisations, et de prendre les mesures requises pour promouvoir la culture de dialogue entre les civilisations, un monde opposé à la violence et à l'extrémisme violent qu'elle appelle de ses vœux dans sa résolution 68/127 du 18 décembre 2013 ainsi que l'entente entre les cultures, la tolérance, le respect des religions ou des croyances et la liberté de religion ou de croyance, de même que la jouissance effective par tous les êtres humains des droits de l'homme et des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement;

57. *Invite* le système des Nations Unies, en particulier le Département de l'information, à continuer d'encourager et de faciliter le dialogue entre les civilisations et à définir les moyens de promouvoir ce dialogue dans le cadre des activités que mènent les organismes des Nations Unies dans différents domaines, en tenant compte du Programme d'action du Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations¹³ et, à cet égard, prie de nouveau le Secrétaire général de lui soumettre à sa soixante-dixième session le rapport qu'elle lui a demandé dans sa résolution 60/4 du 20 octobre 2005;

58. *Rappelle* sa résolution 64/14 du 10 novembre 2009, dans laquelle elle a salué les succès enregistrés par l'Alliance des civilisations et les efforts du Haut-Représentant du Secrétaire général pour l'Alliance des civilisations, se félicite du débat tenu au sixième Forum de l'Alliance des civilisations, qui a eu lieu à Nusa Dua, Bali (Indonésie) les 29 et 30 août 2014, portant sur les mesures stratégiques et pratiques visant à faire émerger et à cultiver des valeurs communes et un sens des responsabilités partagé par l'ensemble des parties prenantes, et prend acte avec satisfaction du soutien constant que le Département de l'information accorde au travail de l'Alliance, notamment à ses projets en cours;

¹² Résolution 62/214, annexe.

¹³ Résolution 56/6, sect. B.

IV

Services d'information

59. *Souligne* que l'objectif premier des services d'information fournis par le Département de l'information est de publier en temps voulu, dans les quatre médias de masse – presse écrite, radio, télévision et Internet –, des nouvelles et des informations exactes, objectives et nuancées émanant du système des Nations Unies et destinées aux médias et à d'autres publics dans le monde, l'accent étant mis sur le multilinguisme dès le stade de la planification, et demande de nouveau au Département de veiller à ce que les dernières nouvelles et les flashes d'information soient exacts, impartiaux et objectifs;

60. *Constate* le rôle important des services télévisuels et vidéo fournis par le Département de l'information, et prend note des efforts faits récemment pour mettre en ligne des vidéos de qualité professionnelle qui peuvent être retransmises ou téléchargées par les petites stations de télévision n'ayant pas accès aux liaisons satellitaires;

Moyens traditionnels de communication

61. *Se félicite* des efforts soutenus que fait la Radio des Nations Unies, qui demeure l'un des moyens de communication traditionnels de très grande portée les plus efficaces dont le Département de l'information dispose et constitue un instrument important pour les activités de l'Organisation, pour que ses émissions multilingues sur ces activités soient plus d'actualité, mieux présentées et davantage ciblées sur des thèmes précis et pour assurer la plus large diffusion possible de ses émissions auprès des médias, en utilisant les formules et les supports les plus adaptés, en retransmission ou en direct, prie le Secrétaire général de continuer à tout faire pour que les six langues officielles soient à égalité dans la production radiophonique de l'Organisation, réaffirme l'importance des émissions quotidiennes de 15 minutes créées en application de sa résolution 54/82 B du 6 décembre 1999, et prie le Département d'en poursuivre la production et la diffusion, selon les besoins des clients;

62. *Se félicite également* des efforts que fait le Département de l'information pour fournir des programmes directement aux stations de radiodiffusion du monde entier dans les six langues officielles, ainsi qu'en portugais et en swahili, et, chaque fois que possible, dans d'autres langues et, à cet égard, prie le Secrétaire général de présenter en détail, dans son rapport au Comité de l'information, les partenariats établis avec les stations de radiodiffusion et des données statistiques concernant l'effet multiplicateur de ces accords sur l'audience potentielle;

63. *Prie* le Département de l'information de continuer à nouer des partenariats avec les stations de radio et de télévision locales, nationales et régionales afin de propager le message de l'Organisation de manière fidèle et impartiale aux quatre coins du monde, et prie la Division de l'information et des médias du Département de continuer à tirer pleinement parti de l'infrastructure technologique mise à sa disposition ces dernières années;

64. *Salue* l'achèvement de l'inventaire de 67 ans d'histoire audiovisuelle de l'Organisation, et, consciente de l'importance des archives audiovisuelles de cette dernière, souligne qu'il est urgent de numériser les archives pour empêcher que ces pièces historiques uniques ne se détériorent davantage, et encourage le Département

de l'information à mettre en place à titre prioritaire des accords de collaboration aux fins de la numérisation de ces archives qui permettent d'en préserver le caractère multilingue et n'aient pas d'incidences financières, et à faire rapport à ce sujet au Comité de l'information à sa trente-huitième session;

65. *Prend note* des efforts faits par le Département de l'information et d'autres parties prenantes pour concevoir, acquérir, mettre en place, tester et déployer un système de gestion des fichiers numériques et des archives multimédia numérisées de l'Organisation, demande au Département de continuer à étudier d'autres solutions réalistes pour assurer la numérisation, la préservation, la qualité et le traitement technique des archives audiovisuelles en s'inspirant des règles et des meilleures pratiques internationales, y compris lors des travaux de construction prévus dans le plan-cadre d'équipement et dans l'enveloppe budgétaire correspondante, et encourage le Département à solliciter le concours d'institutions publiques et privées pour la numérisation, le stockage et la gestion de ces archives multilingues et à faire rapport à ce sujet au Comité de l'information à sa trente-huitième session;

66. *Prend note* à ce propos du projet de stratégie de numérisation des archives audiovisuelles des Nations Unies en vue d'en assurer la préservation, la disponibilité et la gestion à long terme¹⁴ et prie le Département de l'information de présenter aux organes compétents, pour examen, une proposition détaillée portant sur la numérisation de l'ensemble des fonds audiovisuels dans la limite des ressources existantes et sur les méthodes qu'il est envisagé d'employer pour solliciter des contributions volontaires destinées à financer la numérisation et le stockage des archives audiovisuelles;

Site Web de l'Organisation des Nations Unies

67. *Réaffirme* que le site Web de l'Organisation est un outil essentiel pour les médias, les organisations non gouvernementales, les établissements d'enseignement, les États Membres et le grand public et, à cet égard, réaffirme également que le Département de l'information doit s'employer constamment à intensifier ses efforts pour le tenir à jour et l'améliorer;

68. *Note* les efforts entrepris par le Secrétariat pour satisfaire aux exigences d'accessibilité essentielles et permettre aux personnes handicapées d'avoir accès à l'Organisation des Nations Unies, y compris grâce aux travaux du pôle Accès au Siège, et de participer physiquement ou en ligne à ses activités, demande au Département de l'information de continuer à mettre toutes les pages du site Web créées ou mises à jour en conformité avec les critères d'accessibilité afin de les rendre accessibles aux personnes atteintes de différents types de handicap et engage, à cet égard, le Département de l'information et le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences à resserrer leur coopération et à rechercher d'éventuelles synergies;

69. *Réaffirme* la nécessité d'assurer l'égalité parfaite des six langues officielles sur tous les sites Web de l'Organisation des Nations Unies et prie instamment le Secrétaire général, dans la limite des ressources existantes et de façon équitable, de redoubler d'efforts pour développer, gérer et tenir à jour les sites Web

¹⁴ A/AC.198.2014/3, annexe.

multilingues de l'Organisation et sa propre page dans un souci d'équilibre entre toutes les langues officielles;

70. *Constate avec préoccupation* que le développement multilingue du site Web de l'Organisation et son enrichissement dans certaines langues officielles ont progressé bien plus lentement que prévu et, à ce propos, prie le Département de l'information de renforcer, en coordination avec les bureaux auteurs, les dispositions prises pour atteindre l'égalité parfaite entre les six langues officielles sur le site;

71. *Rappelle* le paragraphe 22 de sa résolution 67/292 et note avec préoccupation le décalage entre l'anglais et les autres langues sur les sites Web qui sont gérés par le Secrétariat, et exhorte le Secrétaire général à encadrer l'action de l'ensemble des bureaux et départements du Secrétariat et à prendre des mesures concrètes face à ce développement inégal et demande à cet égard à toutes les parties prenantes, y compris le Département de l'information et les bureaux et départements auteurs et tout particulièrement le Bureau de l'informatique et des communications du Secrétariat, de poursuivre leur collaboration, conformément à leurs mandats respectifs, pour parvenir à l'égalité parfaite des six langues officielles sur tous les sites Web de l'Organisation créés et gérés par le Secrétariat, dans le plein respect des principes du multilinguisme et des résolutions pertinentes, ainsi que celles relatives à l'accès des personnes handicapées, en faisant tout leur possible pour traduire les documents qui ne sont actuellement disponibles qu'en anglais et en fournissant aux bureaux et départements des solutions techniques respectant le principe d'égalité, dans la limite des ressources disponibles;

72. *Prie de nouveau* le Secrétaire général de faire en sorte que les ressources humaines et financières du Département de l'information affectées au site Web de l'Organisation soient équitablement réparties entre les six langues officielles, compte pleinement tenu des besoins et des particularités de chacune d'entre elles, en veillant à ce que le contenu du site soit à jour et exact;

73. *Se félicite* des accords de coopération que le Département de l'information a conclus avec des établissements universitaires pour accroître le nombre de pages Web disponibles dans les langues officielles et d'autres langues, et prie le Secrétaire général, agissant de concert avec les bureaux auteurs, d'étendre cette pratique à toutes les langues officielles de l'Organisation, dans un souci d'économie et sans perdre de vue la nécessité de se conformer aux normes et directives de l'Organisation;

74. *Note avec satisfaction* que, depuis sa soixante-huitième session, ses propres séances publiques officielles et celles du Conseil de sécurité bénéficiant de services d'interprétation sont diffusées en direct et prie le Secrétariat de tout faire pour donner accès sans restriction, dans toutes les langues officielles, aux archives vidéo de toutes les réunions publiques officielles ayant bénéficié de services d'interprétation, dans le strict respect du principe d'égalité parfaite des six langues officielles de l'Organisation;

75. *Prend note* de l'importance de l'Annuaire des Nations Unies en tant qu'ouvrage de référence faisant autorité, salue le travail fait par le Département de l'information pour enrichir le contenu et diversifier les fonctionnalités du site Web consacré à l'Annuaire et prie le Département de procéder à une évaluation des

consultations de l'Annuaire pour se faire une idée de l'écho qu'il trouve et de faire rapport à ce sujet au Comité de l'information à sa trente-huitième session;

76. *Réaffirme* qu'il est nécessaire de renforcer constamment l'infrastructure technologique du Département de l'information de façon à accroître son audience et de continuer d'apporter des améliorations au site Web de l'Organisation sans que cela ait d'incidences financières;

77. *Constate* que certaines langues officielles utilisent des systèmes d'écriture non latins et bidirectionnels et que les infrastructures technologiques et les applications d'appui de l'Organisation sont fondées sur des systèmes latins, ce qui donne lieu à des difficultés dans le traitement des systèmes non latins et bidirectionnels, et demande instamment au Bureau de l'informatique et des communications de continuer à collaborer avec le Département de l'information en vue de poursuivre ses efforts pour faire en sorte que les infrastructures technologiques et les applications d'appui de l'Organisation soient totalement compatibles avec les systèmes d'écriture latins, non latins et bidirectionnels, afin d'améliorer l'égalité entre toutes les langues officielles sur le site Web de l'Organisation;

78. *Souligne* qu'il importe, lors de la mise en service de nouveaux outils de communication tels que les réseaux sociaux, de tenir compte de la dimension linguistique afin d'assurer l'égalité parfaite des langues officielles de l'Organisation;

79. *Rappelle* que, dans sa résolution 67/292, elle a prié le Secrétaire général d'incorporer dans son rapport suivant sur le multilinguisme une étude d'ensemble de l'état du contenu des sites Web de l'Organisation dans les langues non officielles et de proposer des idées novatrices, des synergies potentielles et d'autres mesures sans incidence sur les coûts, pour contribuer de façon plus large au développement et à l'enrichissement multilingues des sites Web de l'Organisation, selon qu'il conviendrait;

80. *Note* que le développement des médias sociaux n'est pas le même d'une langue officielle de l'Organisation à l'autre, et prie le Secrétaire général de rendre compte au Comité de l'information, à sa trente-huitième session, de la stratégie du Département de l'information pour que, s'appuyant sur un emploi plus équilibré des six langues officielles, les médias sociaux concourent à faire connaître les activités de l'Organisation et à accroître le soutien qu'elles reçoivent;

V

Services de bibliothèque

81. *Salue* les efforts accomplis par le Département de l'information pour appliquer les recommandations formulées par son groupe de travail sur l'amélioration des bibliothèques établi en 2011;

82. *Apprécie* les mesures prises par la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et les autres membres du Comité directeur pour la modernisation et la gestion intégrée des bibliothèques de l'Organisation des Nations Unies en vue de mieux aligner leurs activités, services et produits avec les buts, objectifs et priorités opérationnelles de l'Organisation, et demande à la Bibliothèque Dag Hammarskjöld d'œuvrer avec ses homologues à l'élaboration d'un nouveau texte définissant la stratégie des services de bibliothèque et au remplacement de l'ancien comité directeur par le Comité

directeur chargé des bibliothèques de l'Organisation des Nations Unies, lequel se consacrera essentiellement à la coopération pratique entre services de bibliothèque;

83. *Réaffirme* qu'il importe de continuer de gérer, à l'intention des États Membres et des autres entités, dans la limite des ressources existantes, un fonds multilingue d'ouvrages, de périodiques et d'autres documents, imprimés ou numérisés, afin que la Bibliothèque Dag Hammarskjöld demeure une source d'informations sur l'Organisation et ses activités qui soit largement accessible, notamment via une page d'accueil multilingue;

84. *Prend note avec satisfaction* des initiatives prises par la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, en sa qualité d'organe centralisateur, pour élargir le programme des ateliers régionaux de formation et de partage du savoir organisés à l'intention des bibliothèques dépositaires des pays en développement en y incluant l'ouverture à de nouveaux publics;

85. *Reconnaît* le rôle que joue la Bibliothèque Dag Hammarskjöld dans le renforcement des activités liées à l'échange de connaissances et à la création de réseaux pour permettre aux délégations, aux missions permanentes des États Membres, au Secrétariat, aux chercheurs et aux bibliothèques dépositaires d'accéder, dans le monde entier, au vaste ensemble de connaissances accumulées par l'Organisation;

86. *Constate* les efforts que fait l'équipe iSeek via l'intranet pour informer les fonctionnaires des nouvelles initiatives et activités des différents départements du Secrétariat, et demande à nouveau au Département de l'information de mettre au point, à titre prioritaire, une stratégie grâce à laquelle les États Membres pourront eux aussi bénéficier de ce nouveau dispositif;

VI

Services de diffusion

87. *Souligne* que l'objectif premier des services de diffusion et de partage du savoir fournis par le Département de l'information est de faire connaître le rôle et les activités de l'Organisation des Nations Unies en favorisant le dialogue avec les grands partenaires mondiaux tels que les milieux universitaires, la société civile, les éducateurs, les élèves et la jeunesse, en mettant globalement l'accent sur le multilinguisme dès le stade de la planification, en étroite collaboration avec les départements organiques, les institutions spécialisées, les fonds et les programmes des Nations Unies;

88. *Note avec beaucoup d'inquiétude* que nombre de services de diffusion et de partage du savoir ne sont pas encore disponibles dans toutes les langues officielles, insiste à cet égard auprès du Département de l'information pour qu'il fasse du multilinguisme de ces services une priorité, en gardant à l'esprit qu'il importe d'utiliser à fond et de traiter sur un pied d'égalité toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies dans toutes les activités du Département, le but étant de supprimer le décalage entre l'emploi de l'anglais et celui des cinq autres langues officielles;

89. Encourage l'initiative Impact universitaire de l'Organisation des Nations Unies à prendre des mesures concrètes propres à faciliter les échanges entre l'Organisation et les établissements d'enseignement supérieur dans toutes les régions afin de promouvoir les principes et objectifs communs de l'Organisation,

tout en tenant compte du rôle de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de son acte constitutif;

90. *Note* que l'initiative Impact universitaire de l'Organisation des Nations Unies connaît une croissance régulière, demande au Département de l'information de s'attacher, dans la limite des ressources existantes, à la faire connaître partout dans le monde afin d'encourager une participation équilibrée des États Membres et d'obtenir d'eux un appui constant et engage les États Membres à promouvoir l'initiative auprès de leurs établissements universitaires dans le dessein de les faire adhérer, conformément à sa résolution 69/986 A et B;

91. *Accueille avec satisfaction* les activités de diffusion à portée éducative menées par le Département de l'information dans le cadre du Projet global d'enseignement et d'apprentissage et le prie de continuer à communiquer des informations aux éducateurs et aux jeunes partout dans le monde à l'aide de divers dispositifs multimédias multilingues;

92. *Note* qu'il importe que le Département de l'information continue à mettre en œuvre le Programme de stages de journalisme Reham Al-Farra à l'intention des journalistes de la presse écrite et audiovisuelle originaires de pays en développement et de pays en transition, comme elle l'a demandé, et le prie d'étudier les moyens de tirer le meilleur parti possible des avantages de ce Programme, notamment en prolongeant la durée des stages et en augmentant le nombre des stagiaires;

93. *Engage* le Département de l'information à publier la Chronique de l'ONU sous forme électronique uniquement dans la perspective d'assurer ce service dans les six langues officielles tout en restant dans la limite des ressources existantes et le prie de rendre compte au Comité de l'information, à sa trente-huitième session, des progrès accomplis dans ce sens;

94. *Se félicite* de l'évolution vers un plus grand didactisme et de l'orientation de la Chronique de l'ONU et, dans cette logique, encourage l'équipe qui en est chargée à continuer d'établir des partenariats et d'organiser des activités et des manifestations éducatives en collaboration avec des organisations de la société civile et des établissements d'enseignement supérieur;

95. *Prie* le Secrétaire général de continuer à s'attacher à ce que les visites guidées du Siège, qui sont une source de recettes, soient régulièrement organisées dans les six langues officielles de l'Organisation;

96. *Se félicite* de l'initiative qu'a prise le Secrétaire général de proposer également des visites guidées du Siège de l'Organisation dans des langues autres que les langues officielles;

97. *Prend note* des efforts constants que le Département de l'information déploie pour renforcer son rôle de coordonnateur dans les échanges avec la société civile sur les priorités et les préoccupations de l'Organisation telles que déterminées par ses États Membres, et constate à cet égard la participation croissante de la société civile aux activités de l'Organisation, notamment les activités d'information à l'intention des représentants de la jeunesse et des jeunes journalistes;

98. *Rappelle* sa résolution 41/68 D du 3 décembre 1986, félicite la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies et les plus de 100 associations qui la constituent pour la précieuse contribution qu'elles ont apportée

au cours des 68 dernières années, grâce à leurs activités mondiales, à la mobilisation d'un soutien populaire en faveur de l'Organisation, et demande à la Fédération mondiale et au Département de l'information de continuer à collaborer pour concourir à la réalisation de leurs objectifs complémentaires;

99. *Rend hommage*, dans un esprit de coopération, à l'Association des journalistes accrédités auprès de l'Organisation pour les activités qu'elle mène et son Fonds Dag Hammarskjöld pour l'octroi de bourses, qui permet à des journalistes de pays en développement d'être présents au Siège de l'Organisation et de rendre compte des activités menées pendant la session de l'Assemblée générale, et engage en outre la communauté internationale à continuer de verser des contributions au Fonds;

100. *Exprime sa gratitude* aux messagers de la paix, aux ambassadeurs de bonne volonté et autres défenseurs de l'Organisation des Nations Unies pour leurs efforts et leur contribution en faveur de l'action de l'Organisation et de la sensibilisation accrue du public international à ses priorités et préoccupations, et demande au Département de l'information de continuer à les associer à ses stratégies mondiales en matière médiatique et de communication et à ses activités de sensibilisation;

VII

Observations finales

101. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte au Comité de l'information, à sa trente-huitième session, et à elle-même, à sa soixante-dixième session, des activités du Département de l'information et de la suite donnée à toutes les recommandations et demandes formulées dans la présente résolution;

102. *Prie également* le Secrétaire général de tout mettre en œuvre pour maintenir les services fournis par le Département de l'information au même niveau pendant toute la durée des travaux prévus dans le plan-cadre d'équipement;

103. *Prend note* de l'initiative que le Département de l'information a prise, en coopération avec le Département de la sûreté et de la sécurité et le Service du protocole et de la liaison du Secrétariat, pendant le débat général de sa session annuelle, de délivrer des autocollants d'identification spéciaux aux attachés de presse des États Membres pour leur permettre d'accompagner les médias couvrant les déplacements de personnalités dans les zones d'accès réservé, et prie instamment le Secrétaire général de continuer à améliorer cette pratique en répondant favorablement aux demandes des États Membres qui souhaitent recevoir des laissez-passer supplémentaires pour que leurs attachés de presse soient admis dans toutes les zones réputées d'accès réservé et puissent rendre compte de façon détaillée et efficace des réunions de haut niveau auxquelles participent leurs délégations;

104. *Prie* le Comité de l'information de lui rendre compte à sa soixante et onzième session;

105. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante et onzième session la question intitulée « Questions relatives à l'information ».

